

Les crédits

«Monsieur, pouvons-nous en avoir d'autres?» On ne peut pas jouer sur les deux tableaux.

Le gouvernement a donc ce programme pour les sociétés dans lequel il croit stupidement et aveuglément aux forces du marché. Il a commencé à le mettre en oeuvre en déréglementant le transport aérien. À un moment donné, je me souviens, nous avions quatre transporteurs nationaux. Nous en avons maintenant deux qui éprouvent des difficultés.

Une voix: Pour le moment.

M. Rodriguez: Pour le moment. Nous en avons deux qui éprouvent des difficultés et qui nous disent ne pas savoir s'ils vont s'en sortir.

Nous avons, dans ce pays, un système de transport par chemin de fer qui avait été construit à l'époque de sir John A. Macdonald dans le but d'unir ce pays d'un océan à l'autre. Le gouvernement l'a détruit. Les fonctionnaires, hommes et femmes, du ministère des Transports, qui s'amusaient avec leurs avions et leurs aéroports jouets, ont détruit les services de transport par chemin de fer. Il faut donc les reconstruire.

Puis, la privatisation est arrivée. Le gouvernement s'est déchargé de toute responsabilité de diriger les Postes. Il veut privatiser ce service et priver toutes les collectivités de sa présence. Il veut privatiser ce service.

Une voix: C'est la disparition des drapeaux.

M. Rodriguez: Le gouvernement privatise et dérègle. Il a déréglementé le transport aérien et le secteur des finances. J'en ai eu assez long à dire à ce sujet quand nous avons débattu le projet de loi sur la déréglementation.

Ce qui arrive à l'heure actuelle, comme je l'avais prédit, c'est que les sociétés de fiducie vont toutes disparaître. Je sais que le député de Broadview—Greenwood a déclaré que les lois visant à déréglementer les institutions financières feraient en sorte qu'un plus grand nombre d'institutions financières prêteraient de l'argent.

Eh bien, je veux lui répéter ce que je lui avais dit à ce moment-là. Je vois qu'il hoche la tête. J'en déduis qu'il a compris; qu'on lui a ouvert les yeux. Nous voyons les sociétés de fiducie disparaître rapidement du paysage. Un ou deux lutteurs de sumo vont rajuster leur pagne et se préparer pour une guerre mondiale. C'est à cela que nous conduit ce gouvernement.

Je ne vois pas de différence entre ceux qui siègent de l'autre côté et ceux qui prétendent pouvoir les remplacer, c'est-à-dire le Parti libéral. Il n'existe vraiment aucune différence entre ces deux groupes.

L'une des plus grosses gaffes, vous excuserez l'expression, a été produite par ce gouvernement en 1972; j'aperçois le député d'Ottawa—Vanier, il s'en souviendra certainement. Pour faciliter la vie aux Canadiens très prospères, on avait mis sur pied le système des fonds en fiducie grâce auquel les gens riches pouvaient protéger leurs biens de tout impôt en les déposant dans des fonds en fiducie au nom de leurs fils, des fils de leurs fils, des fils et des filles des fils de leurs fils et ainsi de suite, sans payer d'impôt sur ces sommes, mais cette mesure ne s'appliquait que pour 21 ans et la période de 21 ans est terminée. Que font alors les quasi-libéraux de l'autre côté? Ils prolongent cette période. Il s'agit de milliards de dollars sur lesquels aucun impôt n'est prélevé, tandis que les Canadiens moyens ploient sous le joug de l'impôt.

Qui a permis à ces sociétés, les plus vastes et les plus puissantes, de déduire leurs coûts de lobbying? Les démarcheurs se promènent sur la Colline parlementaire et les compagnies les ont engagés pour qu'ils fassent pression sur les députés, les présidents de comités et les bureaucrates. Le coût de ces démarches est déduit des revenus des sociétés et par conséquent, il n'est pas imposable. Ceux qui en assument le coût paient pour que les sociétés engagent leurs démarcheurs qui viennent sur la Colline afin de leur obtenir de plus en plus de privilèges. Les sociétés continuent donc à payer moins d'impôt, les gens riches continuent à payer moins d'impôt que les gens ordinaires.

Je connais une autre raison pour laquelle les membres du gouvernement refusent de déclencher des élections. Ils attendent que la cavalerie pointe à l'horizon, tout comme le général Custer, ils sont cernés et ils comptent sur la cavalerie qui viendra du sud de la frontière pour les sauver. Ils espèrent que la reprise économique se produira aux États-Unis, que nous serons emportés par la vague et que notre économie suivra le courant de relance.

Monsieur le Président, à mon avis c'est une autre des raisons pour lesquelles ça n'arrivera pas. Ils espèrent que l'économie américaine va se redresser suffisamment pour que la situation soit favorable et pour qu'ils soient en meilleure posture pour les élections, que la dynamique soit en place, que le climat leur soit propice et que les électeurs les reconduisent.